



KONINKRIJK BELGIË  
Federale Overheidsdienst  
Buitenlandse Zaken,  
Buitenlandse Handel en  
Ontwikkelingssamenwerking

Dienst Azië en Latijns Amerika  
Directie Bilaterale Samenwerking  
Directie Generaal Internationale Samenwerking

Uw contactpersoon:  
Guido Schueremans  
Tel: 02 501 4400 – Fax: 02 501 4552  
E-mail: guido.schueremans@diplobel.fed.be

De Heer Carl MICHIELS  
Voorzitter van het directiecomité van  
BTC n.v.  
Hoogstraat 147  
1000 BRUSSEL

BTCCTB	
008111	04.11.2013
OBS JKB, MGT, GCM, LLC CA FIN	

uw bericht van

uw kenmerk

ons kenmerk

datum

D1.4/DEV.03.06.02PER03.04SISF/2 31-10-2013  
012/13467/8  
te vermelden in elke briefwisseling

**Onderwerp: PERU: "Programa de apoyo a la politica de aseguramiento universal en salud en el Peru – Componente de Ayuda Presupuestal" NN: 3012897, BTC N° PER0901611 Notificatie**

Geachte heer Voorzitter,

Hierbij stuur ik u, als bijlage, de notificatie van de uitvoeringsovereenkomst van 22 oktober 2013 (origineel exemplaar) evenals een kopie van de bijzondere overeenkomst van 7 oktober 2013 van bovengenoemd bilateraal project.

Hoogachtend,  
Voor de Minister

Dirk TEERLINCK  
Directeur Geografische directie

Bijlage: 1 (getekende uitvoeringsovereenkomst)  
1 kopie van de bijzondere overeenkomst

# PERU

## CONVENTION DE MISE EN OEUVRE relative au suivi et à la mise en œuvre financière du

*« Programa de Apoyo a la política de aseguramiento universal en salud en el Peru -  
Componente de Ayuda Presupuestal »*

NN :  
N° CTB : PER0901611  
Allocation de base: 54 145 445

Entre :

**L'Etat belge, représenté par le** Ministre des Entreprises publiques et de la Coopération au Développement, chargé des Grandes Villes ou son délégué;

D'une part,

Et :

La Coopération Technique Belge, société anonyme de droit public à finalité sociale, ayant son siège social rue Haute 147, 1000 Bruxelles, représentée par L. De Lobel et E. Godin, Administrateurs;

Ci-après dénommée « la CTB »,

D'autre part,

Vu la loi du 21 décembre 1998 portant création de la « Coopération Technique Belge » sous la forme d'une société anonyme de droit public à finalité sociale, ci-après dénommée « la Loi portant création de la CTB »;

Vu l'arrêté royal du 5 août 2006, tel que modifié le 20 juillet 2012, portant assentiment au troisième contrat de gestion entre l'Etat belge et la société anonyme de droit public à finalité sociale « Coopération Technique Belge », ci-après dénommé « le Contrat de gestion »;

Vu le « Vade-mecum pour l'aide budgétaire belge » approuvé par le Ministre de la Coopération au Développement et le Ministre du Budget par échange de lettres daté du 10/04/2008, ci-après dénommé « Vade-mecum »;

Vu la Convention spécifique dénommée « Programa de Apoyo a la política de aseguramiento universal en salud en el Peru - Componente de Ayuda Presupuestal » conclue entre le Royaume de Belgique et le Pérou en date du 7/10/2013 ci-après dénommée « la Convention spécifique »;

Vu le Memorandum of Understanding (MoU) entre « Le Gouvernement du Pérou » et « les partenaires au développement » relatif à « Programa de Apoyo a la política de aseguramiento universal en salud en el Peru - Componente de Ayuda Presupuestal » signé le \_\_\_\_\_ à \_\_\_\_\_;

Vu le « Dossier de Base » et la « Note Technique » approuvés le \_\_\_\_\_ et le 26/06/2013 par le Ministre de la Coopération au Développement;

## IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

### Article 1<sup>er</sup> Objet de la Convention

L'Etat charge la CTB du suivi et de la mise en œuvre financière relatifs au « Programa de Apoyo a la política de aseguramiento universal en salud en el Peru - Componente de Ayuda Presupuestal » (ci-après « **Programme** »), selon les dispositions reprises dans les annexes de la présente Convention de mise en oeuvre, ci-après dénommée « la Convention de mise en œuvre ».

Ladite Convention de mise en oeuvre définit:

1. l'expertise fournie par la CTB pour le suivi financier et technique du « **Programme** » selon les dispositions de l'annexe 1. Pour assurer cette expertise, la CTB:

- recrutera un(e) conseiller(ère) technique pour une période de maximum 48 hommes / mois. Si cet(te) expert(e) n'a pas été recruté(e) dans les 6 mois après la signature de cette Convention, la CTB assurera le suivi temporaire du dossier sur base d'expertise de courte durée. Le/la conseiller(ère) technique sera engagé(e) au plus tard six mois après la signature de ladite Convention de mise en œuvre et pour la durée de la Convention de mise en oeuvre;
- participera aux Missions de Revues Conjointes si l'organisation de ces missions le permet par l'intermédiaire des experts sectoriels de la CTB. Sinon, en cas de nécessité, une mission de suivi sera réalisée annuellement ;
- réalisera conjointement avec des autres partenaires de développement des études techniques et si nécessaires des audits externes.

2. la contribution financière de l'Etat belge au « **Programme** » aura lieu selon les modalités de versement décrites à l'article 3 de la Convention spécifique et les dispositions de l'article 2 de la Convention de mise en œuvre.

### Article 2 Prix, don et financement

#### 2.1. Prix de l'expertise

Le prix pour l'exécution du suivi du « **Programme** » est de 954.926,72 € (neuf cent cinquante-quatre mille neuf cent vingt-six virgule septante-deux euros).

Composition du prix:

- coût de l'expertise (945.472,00 €);
- bénéfice autorisé de 1 % du coût de l'expertise (9.454,72 €);

## 2.2. Don de la Belgique

Le don de la Belgique pour le « **Programme** » est de 6.500.000,00 € (six millions cinq cent mille euros) conformément à l'art. 3 de la Convention spécifique.

La composition de ce don figure dans le plan financier de synthèse qui se trouve en annexe 2, laquelle fait partie intégrante de la présente Convention de mise en œuvre.

## 2.3. Financement

### 2.3.1. Expertise

#### Appel de fonds

Dès signature de la présente Convention de mise en œuvre, la CTB introduira à la DGD une demande d'avance, égale à 100 % du montant du coût estimé par la CTB pour le premier semestre. Cette avance constituera un fond de roulement.

Ensuite, chaque trimestre, la CTB introduira, à la DGD, une facture sur base des dépenses réellement encourues.

Chaque facture sera payable par la DGD à la CTB au plus tard 56 jours calendriers après réception.

La demande d'avance viendra en déduction des factures de frais réels à la fin du projet.

#### Justification

Au plus tard, six mois après l'échéance de la Convention de mise en œuvre et de ses annexes, la CTB introduira un récapitulatif à la DGD, sur base des dépenses réellement encourues pendant toute la période reprenant la clôture financière de la prestation.

Le relevé de toutes les dépenses sera joint au récapitulatif et sera attesté par un membre du Collège des Commissaires comme des coûts enregistrés dans la comptabilité de la CTB.

Un remboursement à l'Etat belge des montants non dépensés par la CTB se fait au plus tard 56 jours après introduction du récapitulatif.

### 2.3.2. Don de la Belgique

#### Appel de fonds

Comme prévu à l'article 3 de la Convention spécifique, les tranches destinées au « **Programme** » seront libérées par la CTB au partenaire, pendant la période 2013 – 2017 :

- une première tranche de 2.000.000 € pour l'année budgétaire 2013;
- une deuxième tranche de 2.500.000 € pour l'année budgétaire 2014;
- une troisième tranche de 2.000.000 € pour l'année budgétaire 2015.

Dès la signature de la présente Convention de mise en œuvre, la CTB introduit à l'Etat belge une facture pour le versement de la première tranche, tel que stipulé à l'annexe 2 de la présente Convention de mise en œuvre. Les factures pour les tranches suivantes seront introduites par la CTB auprès de la DGD avec preuve de la réception de l'avance

précédente et du versement au partenaire de la tranche précédente ainsi que le rapport du versement de la tranche précédente avec l'avis de l'Attaché.

Les factures seront honorées au plus tard à la CTB 56 jours après réception de la facture.

La CTB n'effectuera aucun versement au partenaire, si le paiement de la facture n'a pas été effectué.

#### Mécanisme de paiement des tranches au partenaire

Les conditionnalités pour les versements sont décrites dans la Convention spécifique à l'article 3.

En cas de non-objection de l'Attaché et l'Inspection de Finances dans les délais décrits dans le Vade-mecum (et annexe 1.1), la CTB notifie cette décision au partenaire et effectue le paiement.

### **Article 3**

#### **Modalités de suivi de la mise en œuvre financière relative au « Programme »**

Les deux parties signataires de la présente Convention de mise en œuvre s'engagent à exécuter leurs obligations de bonne foi et à se porter mutuellement assistance pour la bonne exécution de la Convention de mise en œuvre.

L'Etat belge notifiera au partenaire et aux autres bailleurs de fonds appuyant le « Programme » les tâches et rôles dévolus à la CTB par la présente Convention de mise en œuvre.

Les deux parties signataires de la présente Convention de mise en œuvre s'engagent à informer l'autre partie sans délai de toute correspondance ou modification relatives aux dispositions de la Convention spécifique ou toute autre information relative à la bonne exécution de la Convention de mise en œuvre.

### **Article 4**

#### **Procédure de modification**

Toute modification de cette Convention de mise en œuvre se fera par simple avenant entre les parties.

### **Article 5**

#### **Rapports**

La CTB établira les rapports conformément au contenu et au timing décrits dans le Vade-mecum (inclus les annexes)

### **Article 6**

#### **Réception de la prestation**

La réception de la prestation consiste en l'approbation par l'Etat belge du rapport final de la prestation de coopération mentionné dans le Vade-mecum annexe 14.3. Cette réception intervient dans les 60 jours à dater de l'introduction du rapport final auprès de l'Etat belge et,

le cas échéant, dans les 60 jours de la transmission à l'Etat belge des réponses aux questions que ce dernier aurait formulées sur le rapport final.

### Article 7 Durée de la Convention

La présente Convention de mise en œuvre entre en vigueur le jour de sa notification et vient à échéance trois mois après la fin de l'expertise prévue en article 1 de la présente Convention de mise en œuvre.

La durée de la présente Convention de mise en œuvre n'est pas affectée par l'échéance du Contrat de Gestion.

Le Ministre dont relève la CTB peut suspendre la Convention de mise en œuvre ou y mettre fin dans les conditions prévues à l'article 19 du Contrat de Gestion.

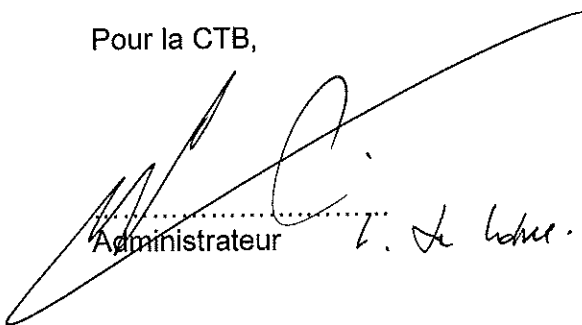
### Article 8 Dispositions finales

Toutes les notifications prévues par la présente Convention de mise en œuvre sont adressées, moyennant accusé de réception, pour la CTB à Monsieur le Président du Comité de Direction et pour l'Etat au Ministre ou à son délégué.

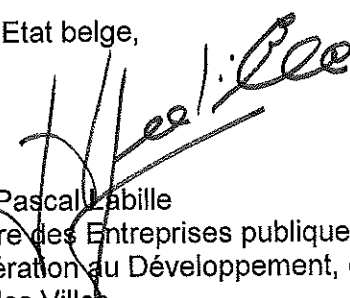
La présente Convention de mise en œuvre est soumise au droit belge.

Fait à Bruxelles, le 22-10-2013, en deux exemplaires originaux, chacune des parties reconnaissant avoir reçu le sien.


Pour la CTB,

  
.....  
Administrateur *I. de laet*

Pour l'Etat belge,

  
Jean-Pascal Labille  
Ministre des Entreprises publiques et de la  
Coopération au Développement, chargé des  
Grandes Villes

et

  
.....  
Administrateur  
*E. Godin*

## **Annexe 1 : Termes de Référence de l'expert CTB**

### **ToR of the expert**

On the basis of the context and risk analysis, and taking into account the vision of the Belgian Development Cooperation regarding the follow-up of sector budget support programs, a senior health expert will be recruited for 4 years. Since the international sector expert of the intervention SISTEC is a (health) economist, the expert of SISFIN should have a complementary profile. Moreover, in order to guarantee the technical follow-up of service delivery particularly through the indicators related to the PpR on Maternal and Neonatal care, an expertise in public health or related is essential.

In close collaboration with the Attaché for Development Cooperation at the Belgian Embassy, the budget support advisor will provide input for the health policy dialogue with the Government of Peru. The BTC expert will have to fulfill a double objective:

- The expert will be in charge of the disbursement report containing the recommendations on the release of instalments of budget support
- The expert will be in charge, with the donor group, of monitoring the sector and reporting on this monitoring. This reporting is not an end in itself. The ultimate finality is that the monitoring becomes an input into the policy dialogue, and thereby helps to make the programme be more effective and efficient. Monitoring is the means for donors to support and assess the programme.

### **Tasks**

1. Technical follow-up of the progress of AUS
  - Follow up and analyse the implementation of AUS and related reporting done by MINSA, DIREASAs, SIS and SUNASA, with a focus on the regions supported by the Belgian Cooperation, and give technical advice to the Attaché in support of the Belgian participation in the 'Mesa de Salud'
  - Follow up the effects of the implementation of AUS on service delivery, in particular by using the implementation of the maternal-neonatal program as a marker
  - Participate actively in the Technical Working Groups or other exchange fora that are linked to the 'Mesa de Salud' and the 'Mesa PEFA'. Apart from the fora at national level, it may concern also participation in regional exchange fora (in regions with a particular focus of the Belgian-Peruvian Cooperation) according to the opportunity and need
  - Establish, maintain and develop good working relations with MINSA, SIS, MEF, SUNASA, DIREASAs, and any other institution that becomes relevant in the implementation of AUS
  - Develop, maintain and share in-depth knowledge and understanding of AUS, including through networking with local actors
2. In regards to the Belgian Cooperation
  - Provide technical / policy advice to the Attaché with regards to his/her positioning on policy issues concerning AUS
  - Report to the Budget Support Working Group with regards to AUS implementation and policy dialogue, as provided in the Vademecum for Budget Support
  - Report on the opportunity of disbursement of the different Belgian instalments. The adviser will systematically check whether the conditions for disbursement as defined in the Specific Agreement are met. She/he will then draft a disbursement report and formulate a clear advice to the Attaché in this respect

- Support capitalization in order to feed into future Belgian interventions by documenting the implementation process and sharing experience; exchange expertise and programme results with other Belgian actors involved in the sector and / or in budget support modalities
  - Develop networking and synergy with the other Belgian interventions and actors
3. In regards to the Donor Group
- Ensure follow-up and analysis of AUS implementation according to the critical challenges identified in the Technical Note SISFIN or during its implementation phase.
  - Actively participate in the Technical Working Groups responsible for the programme follow-up in which the adviser can provide positive contributions
  - Participate in the organisation of joint field missions
  - Actively support donor coordination towards an active partnership approach to program follow-up and policy dialogue regarding AUS
4. In regards to Budget Support in the framework of AUS
- Monitor risks identified in the SIS-FIN technical note and constructively collaborate with the partner authorities within the policy dialogue to implement mitigation actions. In particular:
    - Pay attention that the implementation of AUS remains focused on quality improvement, in particular using the Maternal and Neonatal Program as a marker.
    - Follow the decentralization reform and issues related to PFM capacity at regional level
    - Facilitate the improvement of the monitoring and evaluation system
    - Contribute to institutional capacity development
    - Facilitate the resolution of bottlenecks, where needed
    - Support coherence and linkage of the programme with the experience and outputs of partners as well as other relevant programmes and projects from other donors
    - Where possible, take initiative for research and empirical studies in the sector

### **Regulatory framework**

The follow-up of the Belgian contribution to the BS programme will be done according to the principles and tasks set out in following official documents:

- The Management contract between the Belgian State and BTC
- Vademecum for Budget Support
- Bilateral Agreement on the contribution between Belgium and the partner country
- CMO between DGD and BTC
- MoU signed by the Development partners and partner country
- The Health Policy Note of the Belgian Cooperation 'The Right to Health and Health care' (2009) and its addendum 'Universal Health Coverage' (2012)
- The Conceptual framework of Because Health 'Investing in Health for a greater well-being' (2008)
- The Policy Note of the Belgian Cooperation on 'Sexual Rights and Reproductive Health' (2007)
- The Policy note of the Belgian Cooperation 'The Belgian contribution to the international fight against HIV/AIDS' (2006)

### **Work modalities**

In order to ensure the overall coherence of the Belgian health portfolio Work under the supervision of the Belgian BTC Resident Representative (ResRep), in functional support to the Attaché and in close collaboration with the other International Sector expert (cf. SISTEC).



## **Profile**

### Degree

- A university degree or post-graduate degree in public health or related, i.e. health economics / health policy / public sector management.

### Experience

- Extensive experience (at least 5 years) in supporting the Health Sector of developing and / or transition countries. Knowledge and experience in Health Sector planning is a distinctive asset;
- Experience in the design or implementation of Health Insurance Systems;
- Experience with a specific Health Sector Budget Support program and a Sector-wide Approach in Health is desirable;
- Knowledge and experience in Public Finance Management is desirable;
- Experience in Monitoring and Evaluation methodologies;
- Knowledge and experience in institutional assessment and capacity building;
- Knowledge and experience in Action Research is an asset.

### Skills

- Demonstrated interpersonal, coordination, communication, negotiation and diplomatic skills;
- A high degree of questioning business as usual, drive, self-motivation and ability to work independently with minimum supervision;
- Extensive professional experience in a multicultural context;
- Experience with working in Peru and Latin America is an asset;
- Good analytical and writing skills;
- Proficiency in Spanish (speaking – writing – reading – listening)

## Annexe 2 : Plan financier en Euro

Code Budget	Description des postes budgétaires	Code Tâche	Code Secteur	Coût unitaire	Nombre	COUT TOTAL CONTRIBUTIO N BELGE	2013		2014		2015		2016		2017	
							1er semestre	2ème semestre	3ème semestre	4ème semestre	5ème semestre	6ème semestre	7ème semestre	8ème semestre	9ème semestre	10ème semestre
A_01_01	Prix: Expertise Expert(e) technique (homme habilité)	Règle		15,000	48	720,000.00	90,000.00	90,000.00	90,000.00	90,000.00	90,000.00	90,000.00	90,000.00	90,000.00	90,000.00	
A_01_02	Mission de l'expert(e)	Règle		7,922	5	39,672.00	6,860.00	11,292.00		9,460.00		9,460.00		2,800.00		
A_01_03	Coûts de fonctionnement	Règle		1,350	48	64,800.00	8,100.00	8,100.00	8,100.00	8,100.00	8,100.00	8,100.00	8,100.00	8,100.00	8,100.00	
A_01_04	Investissements	Règle		3,000		3,000.00	3,000.00									
A_01_05	Participation Review mission expert CTB	Règle		3,000	6	18,000.00	3,000.00		6,000.00		3,000.00		6,000.00			
A_01_06	Consultancy	Règle				100,000.00	0.00	12,500.00	25,000.00		25,000.00		25,000.00		12,500.00	
	<b>SOUS TOTAL</b>					<b>945,472.00</b>	<b>0.00</b>	<b>123,260.00</b>	<b>134,392.00</b>	<b>104,100.00</b>	<b>132,560.00</b>	<b>101,100.00</b>	<b>132,560.00</b>	<b>104,100.00</b>	<b>113,400.00</b>	
	Prix: Bénéfices 1%					9,454.72	0.00	1,232.60	1,343.92	1,041.00	1,325.60	1,011.00	1,325.60	1,041.00	1,134.00	
	<b>SOUS TOTAL PRIX</b>					<b>954,926.72</b>	<b>0.00</b>	<b>124,492.60</b>	<b>135,735.92</b>	<b>105,141.00</b>	<b>133,885.60</b>	<b>102,111.00</b>	<b>133,885.60</b>	<b>105,141.00</b>	<b>114,534.00</b>	
	Don: Contribution au "Programme"					0.00										
B_01_01	Art. 3 point 3.5 Convention Spécifique	Alde budgétaire				6,500,000.00	2,000,000.00		2,500,000.00		2,000,000.00		2,000,000.00			
	<b>SOUS TOTAL DON</b>					<b>6,500,000.00</b>	<b>2,000,000.00</b>	<b>0.00</b>	<b>2,500,000.00</b>	<b>0.00</b>	<b>2,000,000.00</b>	<b>0.00</b>	<b>2,000,000.00</b>	<b>0.00</b>	<b>0.00</b>	
	<b>TOTAL</b>					<b>7,454,926.72</b>	<b>2,000,000.00</b>	<b>124,492.60</b>	<b>2,635,735.92</b>	<b>105,141.00</b>	<b>2,133,885.60</b>	<b>102,111.00</b>	<b>133,885.60</b>	<b>105,141.00</b>	<b>114,534.00</b>	

\* Le detail budgétaire est repris dans les annexes de la Note Technique